

Les révisions de 2002 des comptes économiques et financiers nationaux

Introduction

Selon la pratique habituelle, les estimations révisées résultant de la révision annuelle des comptes économiques et financiers nationaux ont été diffusées en même temps que celles se rapportant au premier trimestre de 2002. La révision annuelle du Système de comptabilité nationale est un processus intégré selon lequel les estimations révisées des comptes des revenus et des dépenses, des comptes des flux financiers et de la balance des paiements internationaux sont diffusées simultanément. Les révisions correspondantes des estimations mensuelles du produit intérieur brut selon la branche d'activité et des comptes d'entrées-sorties en prix courants et constants seront achevées en septembre.

On procède périodiquement à des révisions statistiques du Système de comptabilité nationale afin d'y intégrer les renseignements les plus à jour provenant des recensements, des enquêtes annuelles, des statistiques fiscales, des comptes publics, etc. En principe, la révision se déroule selon le calendrier suivant : les estimations relatives à chaque trimestre sont révisées lorsque celles se rapportant aux trimestres subséquents de la même année civile sont diffusées; elles ne peuvent être révisées ensuite qu'une fois l'an au cours des quatre années suivantes, au moment de la diffusion des estimations du premier trimestre. On procède à des révisions limitées pour des périodes qui remontent à encore plus loin que quatre ans, et périodiquement, soit environ tous les dix ans, on procède à des révisions historiques. Ces dernières fournissent l'occasion d'améliorer les méthodes d'estimation, d'éliminer les ruptures dans les séries de données résultant des révisions plus limitées et d'apporter des changements conceptuels au système.

La politique qui consiste à réviser les estimations des années précédentes seulement une fois l'an est appliquée systématiquement à tous les comptes nationaux. La période pour laquelle les estimations peuvent faire l'objet de révisions, toutefois, varie d'un ensemble de comptes à un autre. Ainsi, la révision des comptes des revenus et des dépenses et de la balance des paiements porte normalement sur quatre ans. Celle des comptes d'entrées-sorties porte normalement sur un an, qui correspond à la première des quatre années sur lesquelles porte la révision des comptes des revenus et des dépenses et de la balance des paiements. Les comptes d'entrées-sorties pour la deuxième année de la période de quatre ans sont inclus pour la première fois au moment de ces révisions. Habituellement, la révision des comptes des flux financiers se fait parallèlement à celle des comptes du bilan national et, souvent, porte sur plus de quatre ans.

La dernière révision historique a été achevée en décembre 1997. On peut consulter les documents qui s'y rapportent à l'adresse http://www.statcan.ca/francais/concepts/nateco/ann_f.htm

Révisions des comptes des revenus et des dépenses

À compter de la diffusion des données effectuée en mai 2001, un certain nombre de changements conceptuels ont été apportés aux comptes des revenus et des dépenses, y compris l'adoption de l'indice de volume en chaîne Fisher, un changement de la base d'évaluation du coût des facteurs au prix de base et un changement en ce qui a trait à la capitalisation des logiciels.

http://www.statcan.ca/francais/concepts/chainfisher/index_f.htm

http://www.statcan.ca/francais/concepts/SNA/gdpbasic_f.htm

http://www.statcan.ca/francais/concepts/SNA/expend_f.htm

Cette année, dans le cas de la majorité des composantes à l'intérieur des comptes des revenus et des dépenses, la révision a porté sur une période normale de quatre ans. Toutefois, plusieurs changements conceptuels ont été mis en œuvre remontant jusqu'à 1981.

Changements conceptuels

Les changements conceptuels suivants ont été mis en œuvre à la suite de la révision de 2002 aux Comptes nationaux des revenus et dépenses (CNRD) et appliqués rétroactivement jusqu'à 1981 :

1. Licences et immatriculations

Auparavant, les droits relatifs aux immatriculations de véhicules et aux permis de conduire ainsi qu'aux permis de chasse et de pêche étaient identifiés comme des impôts sur la production selon l'approche des revenus des CNRD et comme dépenses personnelles (approche des dépenses). Après revue des conventions internationales de la comptabilité nationale et des définitions d'impôts et de transferts, il fut décidé que la classification de ces droits serait plus appropriée en tant que transferts des particuliers aux administrations publiques. Ce changement a entraîné une révision à la baisse des dépenses personnelles, des impôts sur la production et donc, sur le produit intérieur brut (PIB).

Au Québec, le droit d'immatriculation comprend des frais d'assurance et cette portion, nette des réclamations, a été maintenue comme dépenses personnelles et est ajoutée aux ventes de biens et services des administrations publiques ainsi que les primes payées par les entreprises. Les réclamations sont enlevées des transferts aux particuliers où elles étaient classées auparavant.

2. Stocks agricoles

L'investissement en stocks agricoles en dollars courants a été révisé pour incorporer les résultats du recensement de l'agriculture de 1996 dont les effets sur les données remontent jusqu'à 1986. (Ces résultats n'étaient pas disponibles en décembre 1997, lors de la parution de la dernière révision historique). La révision des stocks agricoles en dollars courants a également entraîné une révision du revenu comptable net des exploitants agricoles au titre de la production agricole. En termes réels (dollars enchainés de 1997), les stocks agricoles ont été révisés à partir de 1981 en raison de la méthode de l'enchaînement.

3. Taxes sur les transferts de terrains

Conformément aux normes internationales de la comptabilité nationale, les impôts sur les produits comprennent les taxes sur les produits et services payables à la suite de la production, de la vente, du transfert, de la location ou de la livraison de produits et services ou à la suite de la consommation pour usage propre ou pour la formation de capital propre. Les taxes sur les transferts de terrains sont maintenant classés comme impôts sur les produits. Auparavant, ils étaient classés comme impôts sur les facteurs de production. Ce changement de classification a entraîné une réduction du PIB aux prix de base mais n'a pas eu d'incidence sur le PIB aux prix du marché. Les taxes sur les transferts de terrains continueront de faire partie de la série des dépenses au titre d'investissements dans la construction résidentielle.

4. Frais de fréquences

Les utilisateurs de téléphones cellulaires versent des droits d'accès mensuels. À leur tour, les entreprises de télécommunications versent à l'administration fédérale des frais de fréquences. Ces frais sont classés comme redevances versées à l'administration fédérale (une composante du revenu de placement) pour l'utilisation des ondes. Ces postes ont été classés correctement comme tels dans nos séries à compter de 1996 mais ils ont été classés comme impôts sur les facteurs de production de 1993 à 1995. Nous avons apporté des modifications rétroactivement à 1993, quand les frais de fréquences ont été imposés, aux fins d'uniformité de traitement.

Le tableau qui suit montre les répercussions de ces changements pour 1995, année où ils ont tous eus une incidence.

Tableau 1 - Révisions aux dépenses personnelles, administrations publiques, impôts et transferts

millions de dollars

	<u>1995</u>
PIB revenus	
Impôts sur la production	-2,956
Impôts sur les produits	752
Revenus de placements	57
Revenu comptable net des exploitants agricoles au titre de la production agricole	<u>114</u>
PIB total	-2,033
PIB dépenses	
Dépenses personnelles (total)	-1,959
Administrations publiques (total)	-188
Investissement en stocks (agricoles)	<u>114</u>
PIB total	-2,033
Transferts du secteur des particuliers	
Transferts aux particuliers	-449
Transferts aux administrations publiques	<u>1,510</u>
<i>Nets</i>	1,959
Épargne personnelle	
Transferts aux administrations publiques, nets	1,959
Dépenses personnelles	<u>-1,959</u>
<i>Épargne</i>	0
Impôts sur la production	
Moins: frais d'immatriculations et permis de véhicules automobiles	-1,931
Moins: frais de permis de chasse et pêche	-128
Moins: impôts sur les transferts de terrains	-752
Moins: primes d'assurance du Québec, commerciales	-88
Moins: communications (frais de fréquence - impôts sur les facteurs de production)	<u>-57</u>
<i>Total</i>	-2,956
Impôts sur les produits	
Impôts sur les transferts de terrains	752
Revenus de placements	
Communications (frais de fréquence)	57
Revenu comptable net des exploitants agricoles au titre de la production agricole	114
Dépenses personnelles:	
Moins: frais d'immatriculations et permis des véhicules automobiles	-1,931
Moins: frais de permis de chasse et pêche	-128
Ajouter: primes d'assurance du Québec, nettes (primes personnelles - réclamations)	<u>100</u>
<i>Total</i>	-1,959
Dépenses des administrations:	
Moins: primes d'assurance du Québec, nettes (primes personnelles et commerciales)	-188
Investissements en stocks (agricoles)	114
Transferts aux particuliers	
Moins: demandes d'indemnités à la SAAQ	-449
Transferts aux administrations publiques	
Ajouter: frais d'immatriculations et permis de véhicules automobiles	1,931
Moins: primes personnelles d'assurance du Québec	-549
Ajouter: frais de permis de chasse et pêche	<u>128</u>
<i>Total</i>	1,510

Répercussions des révisions sur le PIB

Les révisions apportées au PIB ont résulté des changements conceptuels exposés à la section précédente et de l'inclusion des dernières données provenant des sources de données tel qu'il est indiqué dans l'introduction. Durant la période normale d'examen de quatre ans, on s'attend à ce que les révisions apportées aux données des dernières années soient généralement plus importantes que celles apportées aux données des années précédentes. Des données provenant d'un plus grand nombre de sources sont diffusées et révisées pour les périodes les plus récentes.

Comme le montre la colonne des révisions courantes au tableau 2, le PIB en dollars courants a été révisé à la hausse chaque année de 1999 à 2001, et à la baisse pour 1998. Exprimé sous forme de pourcentage de l'estimation, l'écart pour 1998 représente 0,1 %. Dans une perspective historique portant sur deux décennies (tableau 6), cette révision pour la quatrième année précédente (sans tenir compte des années où des révisions historiques ont été apportées et de l'année dernière où la capitalisation des logiciels a eu une incidence importante) s'inscrit dans la fourchette des révisions allant de -0,2 % à 0,9 %. La révision de 0,5 % apportée pour 1999 se situe à un niveau plus élevé dans la fourchette des révisions pour la troisième année précédente qui s'établissent entre -0,4 % et 1,0 %. La révision de 0,9 % apportée pour 2000 se situe à un niveau élevé dans la fourchette des révisions apportées pour la deuxième année précédente, qui va de -0,7 % à 1,7 %. La révision de 0,7 % apportée pour 2001 se situe dans la moitié supérieure de la fourchette des révisions de l'année précédente, qui va de -0,9 % à 2,0 %. Les révisions apportées pour la période précédente résultent de la comparaison des données du PIB diffusées au moment du premier trimestre et de celles diffusées au moment du quatrième trimestre de l'année correspondante.

En termes réels (voir le tableau 2), sur une base annuelle, le PIB a été révisé à la baisse en 1998 mais à la hausse de 1999 à 2001. Les révisions apportées aux séries trimestrielles de données sur le PIB réel se situent dans une fourchette allant de -0,1 % à 0,5 %.

Le taux de croissance annuel du PIB en dollars courants indiqué au tableau 3 est révisé de 0,7 % en 1999 et des révisions moindres sont apportées pour les autres années. Toutefois, le taux de croissance annuel en termes réels ne change pas de façon aussi significative, l'écart le plus important étant de 0,3 % durant la période de quatre ans. Les révisions trimestrielles ont tendance à être plus importantes, la révision la plus importante des taux de croissance trimestriels se produisant au premier trimestre de 2000. L'indice implicite des prix en chaîne pour le PIB est révisé à la hausse de 0,3 % en 1999, 0,6% en 2000 et 0,5% en 2001.

Révisions aux agrégats des revenus (tableau 4)

La **rémunération des salariés** représentait près de 52 % du produit intérieur brut aux prix du marché en 2001. Les révisions de 0,2 % pour 1998 et de 0,1 % pour 1999 étaient très mineures. Toutefois, l'inclusion de la totalisation des traitements et salaires figurant sur les déclarations T-4 transmises à l'Agence des douanes et du revenu du Canada (ADRC) pour 2000 et l'impact subséquent sur 2001 ont donné lieu à des révisions significatives pour ces années. La révision pour 2000 s'est établie à 1,6 % et celle pour 2001, à 1,7 %. En ce qui concerne les niveaux, ces révisions sont les plus importantes apportées aux agrégats du revenu et ont une incidence significative sur la révision du PIB aux prix du marché pour l'une et l'autre année. On examine les causes de ces révisions, y compris les répercussions des bénéfices reliés aux options d'achat d'actions par les employés sur le revenu du travail.

Les **bénéfices des sociétés avant impôts** ont été révisés de 0,3 %, 3,9 %, 1,8 % et -1,4 % pour 1998, 1999, 2000 et 2001 respectivement. La révision plus importante apportée pour 1999 et son report sur les années subséquentes reflètent l'étalonnage des estimations tirées de l'Enquête trimestrielle sur les états financiers en fonction des déclarations de revenus des sociétés pour 1999, y compris les annexes générales des renseignements financiers (IGRF). Les annexes de l'IGRF font partie des nouvelles exigences de l'ADRC voulant que les entreprises présentent leurs états financiers selon une présentation normalisée. Les effets des régimes d'options d'achat d'actions par les employés ont été pris en compte dans les révisions apportées aux bénéfices des entreprises.

La composante **intérêts et revenus divers de placements** a été révisée à la baisse de 1,0 % en 1998, à la hausse de 1,3 % à 1999, à la hausse de 0,7 % en 2000 et à la baisse de 0,4 % en 2001. Les révisions apportées à cette série de données tiennent compte des renseignements nouveaux et révisés sur les frais d'intérêt et les recettes des sociétés, des administrations publiques et les entreprises publiques ainsi que des révisions apportées aux données sur le revenu de placement provenant des caisses de retraite en fiducie et des sociétés d'assurance-vie.

Le **revenu comptable net des exploitations agricoles au titre de la production agricole** a été révisé à la baisse de plus de 200 millions de dollars en 1998, à la hausse d'environ 150 millions de dollars en 1999, à la baisse de près de 220 millions de dollars en 2000 et à la hausse de quelque 10 millions de dollars en 2001. Cette série est révisée, entre autres, selon l'ajustement apporté pour tenir compte de l'inclusion des données du Recensement de l'agriculture de 1996 portant sur les stocks des exploitations agricoles.

Le **revenu net des entreprises individuelles y compris les loyers** a été révisé à la hausse pour chacune des quatre années de 1998 à 2001. Les révisions tiennent compte des nouvelles données administratives de l'ADRC sur le revenu net des entreprises non constituées en société.

Les **impôts sur les facteurs de production, moins les subventions** ont été révisés à la baisse pour chacune des années de 1998 à 2001, la révision moyenne excédant 3 milliards de dollars par an. Les plus importants facteurs qui ont contribué à ces révisions étaient les changements méthodologiques décrits plus haut portant sur les licences et permis, les taxes sur les transferts de terrains et les frais d'utilisation des fréquences.

Les **impôts sur les produits, moins les subventions** ont été révisés à la hausse pour chacune des années de 1998 à 2001. La reclassification des taxes sur les transferts de terrains d'impôts sur les facteurs de production à impôts sur les produits a eu une incidence considérable sur cette série.

Révisions des agrégats des dépenses (tableau 5)

Les **dépenses personnelles en biens et services de consommation** ont été révisés légèrement à la baisse en 1998 et 1999, soit de 0,6 % et de 0,1 %, respectivement, et légèrement à la hausse en 2000 et 2001, soit de 0,1 % dans les deux cas. Les dépenses au titre des services ont été révisées à la baisse chaque année, mais ces baisses ont été largement compensées par l'augmentation des dépenses au titre des biens en 2000 et 2001. Les changements conceptuels liés aux licences et immatriculations ont eu pour effet de réduire les dépenses au titre des services d'environ 2 milliards de dollars par an au cours de cette période. Les résultats de l'Enquête sur les dépenses des ménages pour 2000 ont été inclus dans ces estimations.

Les **dépenses publiques courantes en biens et services** ont été révisées considérablement à la hausse entre 1998 et 2001, la révision pour 2001 s'établissant à près de 5 milliards de dollars. Ces révisions reflètent les nouvelles données tirées des comptes publics provinciaux et fédéral ainsi que les derniers renseignements fournis par les administrations locales. Les estimations des dépenses au Québec, en particulier, ont été révisées de façon significative. Les dépenses des administrations provinciales au titre de l'éducation et de la santé ont été révisées à la hausse à la suite de l'inclusion de données d'enquête mises à jour.

Les révisions de l'**investissement dans la construction résidentielle** étaient minimes en 1998 et 1999, et une révision plus importante à la hausse, soit de près de 1,0 %, a été apportée en 2000 et 2001. Cette hausse a résulté de l'inclusion des dernières données d'enquête sur les modifications et les améliorations qui ont été partiellement compensées par des révisions à la baisse des estimations au titre des habitations neuves.

L'**investissement dans la construction de bâtiments non résidentiels et les machines et le matériel** est resté virtuellement inchangé en 1998, mais a été révisé à la hausse en 1999, 2000 et 2001. Les révisions apportées à la série au titre de l'investissement dans les automobiles et les camions ont eu l'incidence la plus importante sur ces changements. Les dernières estimations de l'Enquête sur les investissements publics et privés ont été incluses, y compris les estimations réelles pour 2000.

L'**investissement en stocks** a été révisé à la baisse en 1998, a été révisé à la hausse en 1999 et en 2000 et est resté pratiquement inchangé en 2001. Les ajustements apportés reflètent le résultat du processus de mise en équilibre des biens et services qui fait partie intégrante de l'élaboration des tableaux d'entrées-sorties, en fonction desquels les comptes nationaux des revenus et des dépenses sont étalonnés. L'inclusion des données du Recensement de l'agriculture de 1996 a eu une incidence sur la série des stocks agricoles.

Les **exportations et importations de biens et services** ont été révisées fortement à la hausse pour chacune des quatre années. Les révisions comprennent les modifications apportées aux données des douanes et les données des enquêtes sur les services aux entreprises et les voyages. Les révisions significatives apportées aux exportations de biens comprennent des estimations plus importantes du sous-dénombrement des exportations de marchandises. Ces estimations du sous-dénombrement résultent d'une comparaison du bilan établi dans le cadre des entrées-sorties et des données des douanes.

Révisions des indices des prix

La plupart des indices de prix au niveau de détail le plus fin utilisés dans le cadre de la déflation du PIB ne sont pas révisés. Toutefois, certaines des révisions apportées aux indices méritent d'être soulignées. Le prix à l'exportation des automobiles ne tenait pas compte du plein effet du taux de change, contrairement à la série en prix courants. Les prix du pétrole brut ont aussi été révisés. Les prix des automobiles et du pétrole brut ont été révisés rétroactivement à 1998. Les révisions des estimations en dollars courants au niveau des composantes entraînent souvent des révisions de l'indice agrégé implicite de prix en chaîne.

Tableaux

Tableau 2 - Révisions au produit intérieur brut

		Aux prix courants				
Année		<u>Estimation initiale¹</u>	<u>Estimation antérieure²</u>	<u>Estimation révisée³</u>	<u>Révision courante⁴</u>	<u>Révision courante⁵</u>
		<i>données désaisonnalisées au taux annuel, millions de dollars</i>				<i>pourcentage</i>
1998		888,390	915,865	914,973	(892)	-0.1
1999		949,400	975,263	980,524	5,261	0.5
2000		1,038,794	1,056,010	1,064,995	8,985	0.9
2001		1,084,119	1,084,119	1,092,246	8,127	0.7
1998	1	873,196	908,928	906,904	(2,024)	-0.2
	2	876,120	912,144	910,572	(1,572)	-0.2
	3	887,396	914,108	913,592	(516)	-0.1
	4	897,284	928,280	928,824	544	0.1
1999	1	918,944	944,736	949,104	4,368	0.5
	2	936,148	965,124	969,608	4,484	0.5
	3	952,688	987,420	992,748	5,328	0.5
	4	976,716	1,003,772	1,010,636	6,864	0.7
2000	1	1,006,952	1,029,920	1,036,864	6,944	0.7
	2	1,029,412	1,050,988	1,058,644	7,656	0.7
	3	1,052,024	1,067,956	1,078,404	10,448	1.0
	4	1,058,864	1,075,176	1,086,068	10,892	1.0
2001	1	1,095,100	1,092,580	1,100,604	8,024	0.7
	2	1,099,840	1,093,836	1,100,996	7,160	0.7
	3	1,077,744	1,076,180	1,085,844	9,664	0.9
	4	1,073,880	1,073,880	1,081,540	7,660	0.7
		Dollars (1997) enchaînés ⁶				
Année		<u>Estimation initiale¹</u>	<u>Estimation antérieure²</u>	<u>Estimation révisée³</u>	<u>Révision courante⁴</u>	<u>Révision courante⁵</u>
		<i>données désaisonnalisées au taux annuel, millions de dollars</i>				<i>pourcentage</i>
1998			919,770	918,910	(860)	-0.1
1999			966,362	968,451	2,089	0.2
2000			1,009,182	1,012,335	3,153	0.3
2001		1,024,196	1,024,196	1,027,523	3,327	0.3
1998	1		908,274	908,309	35	0.0
	2		911,871	910,677	(1,194)	-0.1
	3		922,209	920,725	(1,484)	-0.2
	4		936,724	935,930	(794)	-0.1
1999	1		951,258	949,929	(1,329)	-0.1
	2		957,926	960,424	2,498	0.3
	3		971,858	974,217	2,359	0.2
	4		984,407	989,233	4,826	0.5
2000	1		999,112	999,345	233	0.0
	2		1,003,758	1,006,599	2,841	0.3
	3		1,014,860	1,019,232	4,372	0.4
	4		1,018,996	1,024,162	5,166	0.5
2001	1	1,025,401	1,021,897	1,025,741	3,844	0.4
	2	1,025,177	1,024,279	1,026,454	2,175	0.2
	3	1,022,883	1,022,808	1,025,210	2,402	0.2
	4	1,027,799	1,027,799	1,032,685	4,886	0.5

Nota :

1. Pour les données annuelles, l'estimation initiale est celle du quatrième trimestre de l'année correspondante, tandis que pour les données trimestrielles, il s'agit de l'estimation publiée pour la première fois pour le trimestre correspondant. L'estimation annuelle initiale ne correspond pas à la moyenne des estimations trimestrielles initiales puisque ces dernières ont déjà été révisées au moment de la diffusion de l'estimation annuelle initiale.
2. Pour 1998, 1999 et 2000, l'estimation antérieure est celle au moment de la diffusion des données du premier trimestre de 2001, tandis que pour 2001, il s'agit de celle de la diffusion des données du quatrième trimestre de 2001.
3. Les estimations révisées résultent des révisions de 2002.
4. La révision courante est l'estimation révisée moins l'estimation antérieure.
5. La révision courante en pourcentage est la révision courante exprimée sous forme de pourcentage de la révision antérieure.
6. À compter de la diffusion des données du premier trimestre de 2001, l'indice en chaîne de Fisher a été adopté comme nouvelle mesure du PIB réel. L'utilisation de deux méthodes de déflation différentes ne permettrait pas de faire une comparaison raisonnable.

Tableau 3 - Révisions au produit intérieur brut (taux de croissance)

Année	Aux prix courants				En dollars (1997) enchaînés ⁵			
	Estimation initiale ¹	Estimation antérieure ²	Estimation révisée ³	Révision courante ⁴	Estimation initiale ¹	Estimation antérieure ²	Estimation révisée ³	Révision courante ⁴
1998	2.6	3.5	3.7	0.2		3.9	4.1	0.2
1999	6.0	6.5	7.2	0.7		5.1	5.4	0.3
2000	8.4	8.3	8.6	0.3		4.4	4.5	0.1
2001	2.7	2.7	2.6	-0.1	1.5	1.5	1.5	0.0
1998 1	0.7	0.9	1.0	0.1		1.0	1.3	0.3
2	0.7	0.4	0.4	0.0		0.4	0.3	-0.1
3	0.3	0.2	0.3	0.1		1.1	1.1	0.0
4	1.2	1.6	1.7	0.1		1.6	1.7	0.1
1999 1	1.6	1.8	2.2	0.4		1.6	1.5	-0.1
2	1.6	2.2	2.2	0.0		0.7	1.1	0.4
3	2.0	2.3	2.4	0.1		1.5	1.4	-0.1
4	1.8	1.7	1.8	0.1		1.3	1.5	0.2
2000 1	2.1	2.6	2.6	0.0		1.5	1.0	-0.5
2	1.8	2.0	2.1	0.1		0.5	0.7	0.2
3	1.7	1.6	1.9	0.3		1.1	1.3	0.2
4	0.8	0.7	0.7	0.0		0.4	0.5	0.1
2001 1	1.9	1.6	1.3	-0.3	0.6	0.3	0.2	-0.1
2	0.4	0.1	0.0	-0.1	0.1	0.2	0.1	-0.1
3	-1.4	-1.6	-1.4	0.2	-0.2	-0.1	-0.1	0.0
4	-0.2	-0.2	-0.4	-0.2	0.5	0.5	0.7	0.2

Nota :

1. Pour les données annuelles, l'estimation initiale est celle du quatrième trimestre de l'année correspondante, tandis que pour les données trimestrielles, il s'agit de l'estimation publiée pour la première fois pour le trimestre correspondant. L'estimation annuelle initiale ne correspond pas à la moyenne des estimations trimestrielles initiales puisque ces dernières ont déjà été révisées au moment de la diffusion de l'estimation annuelle initiale.
2. Pour 1998, 1999 et 2000, l'estimation antérieure est celle au moment de la diffusion des données du premier trimestre de 2001, tandis que pour 2001, il s'agit de celle de la diffusion des données du quatrième trimestre de 2001.
3. Les estimations révisées résultent des révisions de 2002.
4. La révision courante est l'estimation révisée moins l'estimation antérieure.
5. À compter de la diffusion des données du premier trimestre de 2001, l'indice en chaîne de Fisher a été adopté comme nouvelle mesure du PIB réel. L'utilisation de deux méthodes de déflation différentes ne permettrait pas de faire une comparaison raisonnable.

Tableau 4 - Révisions aux agrégats des revenus en prix courants

Année	<u>Estimation initiale</u> ¹	<u>Estimation antérieure</u> ²	<u>Estimation révisée</u> ³	<u>Révision courante</u> ⁴	<u>Révision courante</u> ⁵
	<i>données désaisonnalisées au taux annuel, millions de dollars</i>				<i>pourcentage</i>
Rémunération des salariés					
1998	466,654	474,591	475,335	744	0.2
1999	493,275	502,400	502,726	326	0.1
2000	534,601	536,578	545,110	8,532	1.6
2001	559,102	559,102	568,864	9,762	1.7
Bénéfices des sociétés avant impôts					
1998	79,010	85,851	86,132	281	0.3
1999	101,353	104,689	108,745	4,056	3.9
2000	124,710	127,513	129,821	2,308	1.8
2001	119,922	119,922	118,227	-1,695	-1.4
Bénéfices des entreprises publiques avant impôts					
1998	7,276	7,052	7,080	28	0.4
1999	8,133	8,490	8,544	54	0.6
2000	12,392	11,702	11,832	130	1.1
2001	9,678	9,678	10,127	449	4.6
Intérêts et revenus divers de placements					
1998	45,653	47,625	47,134	-491	-1.0
1999	44,126	47,383	48,012	629	1.3
2000	52,050	53,553	53,933	380	0.7
2001	53,463	53,463	53,238	-225	-0.4
Revenu comptable net des exploitants agricoles au titre de la production agricole					
1998	1,809	1,926	1,724	-202	-10.5
1999	2,305	1,783	1,935	152	8.5
2000	2,185	1,979	1,758	-221	-11.2
2001	2,963	2,963	2,972	9	0.3
Revenu net des entreprises individuelles non agricoles, loyers compris					
1998	56,408	57,643	57,936	293	0.5
1999	59,360	60,629	61,351	722	1.2
2000	61,994	63,237	63,962	725	1.1
2001	65,719	65,719	66,551	832	1.3
Ajustement de la valeur des stocks					
1998	-1,427	-691	-753	-62	9.0
1999	-2,187	-2,862	-2,669	193	-6.7
2000	-2,310	-2,615	-3,431	-816	31.2
2001	-458	-458	21	479	-104.6
Impôts moins subventions, sur facteurs de production ⁶					
1998		51,827	48,899	-2,928	-5.6
1999		53,102	50,641	-2,461	-4.6
2000		54,949	51,716	-3,233	-5.9
2001	56,253	56,253	52,577	-3,676	-6.5
Impôts moins subventions, sur produits ⁶					
1998		67,881	68,439	558	0.8
1999		72,082	72,947	865	1.2
2000		75,334	76,029	695	0.9
2001	75,269	75,269	75,370	101	0.1
Provisions pour consommation de capital					
1998	114,963	122,303	122,659	356	0.3
1999	119,033	127,723	128,625	902	0.7
2000	125,165	134,315	135,781	1,466	1.1
2001	142,498	142,498	144,315	1,817	1.3

Nota :

1. Pour les données annuelles, l'estimation initiale est celle du quatrième trimestre de l'année correspondante.

2. Pour 1998, 1999 et 2000, l'estimation antérieure est celle au moment de la diffusion des données du premier trimestre de 2001, tandis que pour 2001, il s'agit de celle de la diffusion des données du quatrième trimestre de 2001.

3. Les estimations révisées résultent des révisions de 2002.

4. La révision courante est l'estimation révisée moins l'estimation antérieure.

5. La révision courante en pourcentage est la révision courante exprimée sous forme de pourcentage de la révision antérieure.

6. À compter de la diffusion des données du premier trimestre de 2001, la valeur ajoutée est mesurée aux prix de base et non selon le coût des facteurs de production (comme c'était le cas antérieurement). Cette façon de procéder permet d'inclure la ventilation des impôts indirects en impôts sur les facteurs de production et impôts sur les produits.

Tableau 5 - Révisions aux agrégats des dépenses en prix courants

Année	<u>Estimation initiale</u> ¹	<u>Estimation antérieure</u> ²	<u>Estimation révisée</u> ³	<u>Révision courante</u> ⁴	<u>Révision courante</u> ⁵
	<i>données désaisonnalisées au taux annuel, millions de dollars</i>				<i>pourcentage</i>
Dépenses personnelles en biens et services de consommation					
1998	529,433	534,391	531,169	-3,222	-0.6
1999	553,640	561,566	560,954	-612	-0.1
2000	591,051	593,275	594,089	814	0.1
2001	619,860	619,860	620,777	917	0.1
Dépenses courantes des administrations en biens et services					
1998	171,112	176,842	179,317	2,475	1.4
1999	180,467	183,287	185,317	2,030	1.1
2000	191,435	192,771	196,004	3,233	1.7
2001	199,683	199,683	204,492	4,809	2.4
Formation brute de capital fixe des administrations publiques					
1998	19,300	20,014	20,046	32	0.2
1999	19,509	22,463	22,587	124	0.6
2000	22,364	24,740	23,788	-952	-3.8
2001	26,410	26,410	26,561	151	0.6
Investissements des administrations publiques en stocks					
1998	-27	-27	-27	0	0.0
1999	-3	-3	-3	0	0.0
2000	24	24	24	0	0.0
2001	13	13	13	0	0.0
Investissements des entreprises en bâtiments résidentiels					
1998	45,156	42,513	42,497	-16	0.0
1999	49,064	45,861	45,917	56	0.1
2000	51,133	48,170	48,566	396	0.8
2001	51,659	51,659	52,154	495	1.0
Investissements des entreprises en ouvrages non résidentiels					
1998	40,736	45,208	45,177	-31	-0.1
1999	45,469	46,822	46,816	-6	0.0
2000	50,154	50,569	50,890	321	0.6
2001	51,956	51,956	52,268	312	0.6
Investissements des entreprises en machines et matériel					
1998	63,843	73,881	74,116	235	0.3
1999	68,851	78,685	79,977	1,292	1.6
2000	76,606	85,555	86,693	1,138	1.3
2001	84,728	84,728	85,504	776	0.9
Investissements des entreprises en stocks					
1998	5,393	5,813	4,733	-1,080	-18.6
1999	4,315	3,909	4,987	1,078	27.6
2000	7,038	7,144	8,028	884	12.4
2001	-6,022	-6,022	-6,040	-18	0.3
Exportations de biens et services					
1998	368,883	377,349	379,203	1,854	0.5
1999	411,648	418,542	421,796	3,254	0.8
2000	475,849	479,450	484,331	4,881	1.0
2001	469,355	469,355	473,000	3,645	0.8
Importations de biens et services					
1998	357,124	360,261	360,871	610	0.2
1999	383,762	386,025	388,157	2,132	0.6
2000	427,389	426,223	428,934	2,711	0.6
2001	413,812	413,812	416,498	2,686	0.6

Nota :

1. Pour les données annuelles, l'estimation initiale est celle du quatrième trimestre de l'année correspondante.
2. Pour 1998, 1999 et 2000, l'estimation antérieure est celle au moment de la diffusion des données du premier trimestre de 2001, tandis que pour 2001, il s'agit de celle de la diffusion des données du quatrième trimestre de 2001.
3. Les estimations révisées résultent des révisions de 2002.
4. La révision courante est l'estimation révisée moins l'estimation antérieure.
5. La révision courante en pourcentage est la révision courante exprimée sous forme de pourcentage de la révision antérieure.

Tableau 6 - Révisions au produit intérieur brut

millions de dollars

Année de référence	<u>1982</u>	<u>1983</u>	<u>1984</u>	<u>1985</u>	<u>1986</u>	<u>1987</u>	<u>1988</u>	<u>1989</u>	<u>1990</u>	<u>1991</u>
Date de diffusion										
1983 T1	369,716									
% var	2.0									
1984 T1	371,235	402,583								
% var	0.4	0.3								
1985 T1	371,235	402,087	435,876							
% var	0.0	-0.1	0.0							
1986 T1	374,750	405,425	443,327	476,361						
% var	0.9	0.8	1.7	1.4						
1986 <i>révision historique</i>	374,442	405,717	444,735	478,765	506,483					
% var	-0.1	0.1	0.3	0.5	0.2					
1987 T1		405,717	445,604	479,446	509,898					
% var		0.0	0.2	0.1	0.7					
1988 T1			444,735	478,765	506,483	549,692				
% var			-0.2	-0.1	-0.7	-0.8				
1989 T1				477,988	504,631	550,334	601,508			
% var				-0.2	-0.4	0.1	0.5			
1990 T1					505,666	551,336	603,356	651,616		
% var					0.2	0.2	0.3	0.5		
1991 T1						551,597	605,147	649,102	671,577	
% var						0.0	0.3	-0.4	-0.9	
1992 T1							605,906	649,916	667,843	674,388
% var							0.1	0.1	-0.6	-0.7
1993 T1								650,748	670,952	675,928
% var								0.1	0.5	0.2
1994 T1									669,467	674,766
% var									-0.2	-0.2
1995 T1										676,477
% var										0.3
1996 T1										
% var										
1997 T1										
% var										
1997 <i>révision historique</i>	379,734	411,160	449,249	485,139	511,796	558,106	611,785	656,190	678,135	683,239
% var	1.4	1.3	1.0	1.5	1.2	1.2	1.0	0.8	1.3	1.0
1998 T1										
% var										
1998 T3										
% var										
1999 T1										
% var										
2000 T1										
% var										
2001 T1	380,793	412,386	450,731	486,847	513,805	560,390	614,530	659,270	681,657	686,971
% var	0.3	0.3	0.3	0.4	0.4	0.4	0.4	0.5	0.5	0.5
2002 T1	379,859	411,386	449,582	485,714	512,541	558,949	613,094	657,728	679,921	685,367
% var	-0.2	-0.2	-0.3	-0.2	-0.2	-0.3	-0.2	-0.2	-0.3	-0.2

Tableau 6 - Révisions au produit intérieur brut (suite)

millions de dollars

<u>1992</u>	<u>1993</u>	<u>1994</u>	<u>1995</u>	<u>1996</u>	<u>1997</u>	<u>1998</u>	<u>1999</u>	<u>2000</u>	<u>2001</u>	<u>2002</u>	Année de référen
											Date de diffusion
											1983 T1
											% var
											1984 T1
											% var
											1985 T1
											% var
											1986 T1
											% var
											1986 révision historique
											% var
											1987 T1
											% var
											1988 T1
											% var
											1989 T1
											% var
											1990 T1
											% var
											1991 T1
											% var
											1992 T1
											% var
688,541											1993 T1
0.2											% var
688,391	711,658										1994 T1
0.0	0.1										% var
690,122	712,855	750,053									1995 T1
0.3	0.2	0.2									% var
690,122	712,855	747,260	776,299								1996 T1
0.0	0.0	-0.4	-0.5								% var
	712,855	747,260	776,299	797,789							1997 T1
	0.0	0.0	0.0	0.0							% var
698,544	724,920	762,251	799,129	820,323							1997 révision historique
1.2	1.7	2.0	2.9	2.8							% var
		762,251	799,129	820,323	855,103						1998 T1
		0.0	0.0	0.0	-0.1						% var
	724,960	767,506	806,778	828,997	866,252						1998 T3
	0.0	0.7	1.0	1.1	1.3						% var
			807,088	833,921	873,947	895,704					1999 T1
			0.0	0.6	0.9	0.8					% var
				833,070	877,921	901,805	957,911				2000 T1
				-0.1	0.5	0.7	0.9				% var
702,393	729,580	772,827	812,460	839,064	885,022	915,865	975,263	1,056,010			2001 T1
0.6	0.6	0.7	0.7	0.7	0.8	1.6	1.8	1.7			% var
700,480	727,184	770,873	810,426	836,864	882,733	914,973	980,524	1,064,995	1,092,246		2002 T1
-0.3	-0.3	-0.3	-0.3	-0.3	-0.3	-0.1	0.5	0.9	0.7		% var